

Rapport annuel sur l'état de la France en 2016

Déclaration du groupe des Outre-mer

Le rapport 2016 sur l'état de la France dresse un tableau lucide de la situation économique, sociale et environnementale du pays. Son originalité tirée des dix indicateurs a permis de satisfaire l'exigeante obligation de couvrir tous les champs possibles tout en mettant en relief leur interdépendance. Dix indicateurs pour trois grands enjeux : cohésion sociale, qualité de vie, préparation de l'avenir

Le premier : cohésion sociale ou décohésion sociale ?

Quand la pauvreté s'accroît encore plus vite outre-mer que dans l'Hexagone nourrie par le chômage de masse, accélérant multiples inégalités, notamment de revenus et entraînant encore plus de déclassification. Face à cette situation, les préconisations du rapport ont du sens quand elles invitent non à l'uniformisation de la réponse mais encore plus à l'expérimentation territoriale sur le fondement de la loi du 29 février 2016 et imposent de reconstruire le logiciel du système scolaire pour mettre un terme au taux d'échec qu'il génère, et ce encore plus outre-mer.

Deuxième enjeu, la qualité de vie.

Quelle satisfaction dans la vie quand le ressenti personnel fait masse avec le pessimisme collectif et que les privations quotidiennes traduisent le mal être de beaucoup de nos compatriotes. Hélas, certains de nos territoires font le constat d'une absence d'espérance de vie en bonne santé : c'est le cas dès la naissance à Mayotte et dans certaines communes intérieures de la Guyane ; c'est aussi le cas dans certaines spécialités médicales quasi inexistantes sur nombre de territoires ultramarins. Alors que dans le même temps addictions, maladies induites par le vieillissement et nouvelles formes de cancer font leurs apparitions. Seul le retour de la confiance en actes et en parole publique soutenue par des investissements adaptés peut permettre de nourrir ici et outre-mer l'espérance d'une vie en bonne santé.

Troisième enjeu : la préparation de l'avenir.

Comment préparer l'avenir au regard des quatre indicateurs retenus dans le rapport 2016 : *effort de la recherche, endettement, empreinte carbone, artificialisation des sols*. Le rapport 2016 l'affirme et le répète avec pertinence, il faut un traitement de fond mais surtout mieux adapté. En effet, comment lutter efficacement contre les gaz à effet de serre quand dans les régions ultramarines l'endettement public explose. L'évolution de l'artificialisation des sols quant à elle, devient problématique car elle s'opère au détriment des espaces naturels mais aussi quelques fois des terres

agricoles. Alors oui, l'effort dans la recherche comme le préconise notre rapport peut constituer un véritable *big bang* opérationnel :

- le numérique est une réelle opportunité économique et sociale à la condition de former, d'encourager et de soutenir initiatives publiques collectives ou privées, singulièrement chez les jeunes ultramarins car elle leur permet de mieux s'insérer et ce faisant de partir à la conquête du monde ;
- les enjeux maritimes, eux, sont au cœur du développement de demain. La gestion durable des ressources marines et sous-marines forme l'économie bleue et la perspective de gains de nouveaux marchés. L'ensemble constitue pour la France enrichie de ses outre-mer un vrai chemin pour retrouver une croissance durable portée par une véritable ambition collective et publique.

Jules Renard écrivait « *Le projet c'est le brouillon de l'avenir. Parfois, il faut à l'avenir des centaines de brouillons* ». Le *Rapport annuel sur l'état de la France en 2016* est tout le contraire du simple projet, il est un pari sur l'avenir. Il est sans conteste un regard dénué de complaisance mais exigeant sur une France qui doute d'elle-même alors qu'elle est présente sur cinq continents et trois océans. Avons-nous tous vraiment conscience que nous sommes le seul pays au monde sur lequel le soleil ne se couche jamais ? Alors acceptons notre polyphonie culturelle car elle est l'ADN de notre République.

Le Groupe de l'Outre-mer a voté l'avis.